



## CHAPTER A-9.1

### Apprenticeship and Occupational Certification Act

1987, c.27, s.1

#### Chapter Outline

Definitions. . . . .	.1
apprentice — apprenti	
apprenticeship agreement — entente sur l'apprentissage	
Board — Commission	
compulsory occupation — profession obligatoire	
designated occupation — profession désignée	
Director — directeur	
employee representative — représentant des employés	
employer — employeur	
employer representative — représentant des employeurs	
improver — stagiaire	
joint apprenticeship training committee — comité conjoint sur la formation des apprentis	
journeyperson — compagnon	
Minister — Ministre	
occupation — profession	
plan of apprenticeship — plan d'apprentissage	
pre-apprentice — étudiant-apprenti	
training — formation	
Application of Act. . . . .	.2
Administration. . . . .	.3
Power of Minister to enter agreements. . . . .	.4
Appointment of Director and other persons. . . . .	.5(1)
Powers and duties of other persons. . . . .	.5(2)
Examiners. . . . .	.5(3)
Apprenticeship and Occupational Certification Board. . . . .	.6
Program advisory committee. . . . .	.7
Remuneration of Board members, examiners and committee members. . . . .	.8
Local apprenticeship advisory committee. . . . .	.9
Powers of Board. . . . .	.10(1)
Designated occupation, prescribed by regulation. . . . .	.10(2)
Repealed. . . . .	.10(3)
Meetings of Board. . . . .	.10(4)

## CHAPITRE A-9.1

### Loi sur l'apprentissage et la certification professionnelle

1987, c.27, art.1

#### Sommaire

Définitions. . . . .	.1
apprenti — apprentice	
comité conjoint sur la formation des apprentis — joint apprenticeship training committee	
Commission — Board	
compagnon — journeyperson	
directeur — Director	
employeur — employer	
entente sur l'apprentissage — apprenticeship agreement	
étudiant-apprenti — pre-apprentice	
formation — training	
Ministre — Minister	
plan d'apprentissage — plan of apprenticeship	
profession — occupation	
profession désignée — designated occupation	
profession obligatoire — compulsory occupation	
représentant des employés — employee representative	
représentant des employeurs — employer representative	
stagiaire — improver	
Champ d'application de la loi. . . . .	.2
Application de la loi. . . . .	.3
Pouvoir du Ministre de conclure des ententes. . . . .	.4
Nomination du directeur et autres personnes. . . . .	.5(1)
Pouvoirs et responsabilités de certaines personnes. . . . .	.5(2)
Examineurs. . . . .	.5(3)
Commission de l'apprentissage et de la certification professionnelle.	.6
Comité consultatif des programmes. . . . .	.7
Rémunération des membres de la Commission, examinateurs et membres des comités consultatifs. . . . .	.8
Comité consultatif local d'apprentissage. . . . .	.9
Pouvoirs de la Commission. . . . .	.10(1)
Profession désignée prescrite par règlement. . . . .	.10(2)
Abrogé. . . . .	.10(3)
Réunions de la Commission. . . . .	.10(4)

Duties of Board. . . . .	10(5)	Responsabilités de la Commission. . . . .	10(5)
Duties of Director. . . . .	11	Fonctions du directeur. . . . .	11
Application for registration of apprenticeship agreement. . . . .	11.1	Demandes d'inscription des ententes sur l'apprentissage. . . . .	11.1
Registration of apprenticeship agreement and apprentice. . . . .	11.2	Inscription des ententes sur l'apprentissage ainsi que de l'apprenti. . . . .	11.2
Notification of material change in arrangements. . . . .	11.3	Avis de changement important. . . . .	11.3
Cancellation or termination of apprenticeship agreement. . . . .	11.4(1)-11.4(7)	Annulation ou résiliation de l'entente sur l'apprentissage. . . . .	11.4(1)-11.4(7)
Transfer of apprenticeship agreement. . . . .	11.4(8)	Cession de l'entente sur l'apprentissage. . . . .	11.4(8)
Notification of successful completion of apprenticeship. . . . .	11.4(9)	Avis de l'achèvement de l'apprentissage. . . . .	11.4(9)
Application for examination. . . . .	11.401(1)	Demande d'examen. . . . .	11.401(1)
Approval of application. . . . .	11.401(2)	Approbation de la demande. . . . .	11.401(2)
Notification of passed examination. . . . .	11.401(3)	Avis de réussite de l'examen. . . . .	11.401(3)
Application for letter of authenticity. . . . .	11.401(4)	Demande d'une lettre d'authenticité. . . . .	11.401(4)
Approval of application and notification. . . . .	11.401(5)	Approbation de la demande et avis. . . . .	11.401(5)
Suspension or cancellation of a diploma of apprenticeship, a certificate of qualification or a letter of authenticity. . . . .	11.41	Suspension ou annulation d'un diplôme d'apprentissage, d'un certificat d'aptitude ou d'une lettre d'authenticité. . . . .	11.41
Panels of the Board. . . . .	11.42	Sous-comités de la Commission. . . . .	11.42
Appeal of decision of Director. . . . .	11.5, 11.6	Appel d'une décision du directeur. . . . .	11.5, 11.6
Appeal of decision of Board. . . . .	11.7	Appel d'une décision de la Commission. . . . .	11.7
Repealed. . . . .	12	Abrogé. . . . .	12
Repealed. . . . .	13	Abrogé. . . . .	13
Repealed. . . . .	14	Abrogé. . . . .	14
Repealed. . . . .	15	Abrogé. . . . .	15
Right of apprentice respecting work stoppage. . . . .	16	Droit de l'apprenti en cas de conflit ouvrier. . . . .	16
Designated occupation prescribed compulsory occupation. . . . .	17(1)	Profession désignée prescrite à titre de profession obligatoire. . . . .	17(1)
Effect. . . . .	17(2)	Effet de la déclaration. . . . .	17(2)
Failure to pass written examination. . . . .	18	Échec à l'examen écrit. . . . .	18
Repealed. . . . .	19	Abrogé. . . . .	19
Offence and penalty. . . . .	20	Infractions et peines. . . . .	20
Regulations. . . . .	21	Règlements. . . . .	21
<i>Apprenticeship Act, Tradesmen's Qualifications Act and Industrial Training and Certification Act. . . . .</i>	22	<i>Apprenticeship Act, Tradesmen's Qualification Act et la Loi sur la formation et la certification industrielles. . . . .</i>	22
Registration of apprentice under <i>Industrial Training and Certification Act. . . . .</i>	23	Inscription d'un apprenti en vertu de la <i>Loi sur la formation et la certification industrielles. . . . .</i>	23

**Definitions****1** In this Act

“apprentice” means a person

(a) who enters into an apprenticeship agreement with an employer or a joint apprenticeship training committee, and

(b) who is registered by the Director under section 11.2; (*apprenti*)

“apprenticeship agreement” means a written agreement between an employer or a joint apprenticeship training committee and an employee under which the employee is to receive, for at least the number of years prescribed by regulation, on-the-job training, work experience and related technical training in a designated occupation; (*entente sur l’apprentissage*)

“Board” means the Apprenticeship and Occupational Certification Board established under this Act; (*Commission*)

“certified occupation” Repealed: 1996, c.53, s.1

“compulsory occupation” means a designated occupation that is prescribed by regulation to be a compulsory occupation; (*profession obligatoire*)

“designated occupation” means an occupation that is prescribed by regulation to be a designated occupation; (*profession désignée*)

“Director” means the Director of Apprenticeship and Occupational Certification and includes any person whom the Director has, under subsection 5(2), authorized to exercise any power or perform any duty of the Director; (*directeur*)

“employee representative” means

(a) a person who performs work for, or supplies services to, an employer for wages in a designated occupation, or

(b) a representative of a duly constituted labour organization or other recognized employee association; (*représentant des employés*)

“employer” includes any person, firm, corporation or municipal authority and any organization or association,

**Définitions****1** Dans la présente loi

« apprenti » désigne une personne

a) qui conclut avec un employeur ou un comité conjoint sur la formation des apprentis, une entente sur l’apprentissage, et

b) inscrite par le directeur aux termes de l’article 11.2; (*apprenti*)

« comité conjoint sur la formation des apprentis » désigne un comité d’employeurs ou leurs représentants et d’employés ou leurs représentants constitué afin d’assurer la formation des apprentis dans une profession désignée; (*joint apprenticeship training committee*)

« Commission » désigne la Commission de l’apprentissage et de la certification professionnelle établie en vertu de la présente loi; (*Board*)

« compagnon » désigne une personne qui est titulaire d’un certificat d’aptitude valide ou d’un diplôme d’apprentissage valide décerné en vertu de la présente loi; (*journeyperson*)

« directeur » désigne le directeur de l’apprentissage et de la certification professionnelle et s’entend également d’une personne que le directeur a, en vertu du paragraphe 5(2), autorisé à exercer l’un quelconque de ses pouvoirs ou à exécuter l’une quelconque de ses fonctions; (*Director*)

« employeur » s’entend également de toute personne, firme, corporation ou autorité municipale et toute organisation ou association, constituée ou non en corporation, qui emploie des personnes dans une profession désignée, et comprend un propriétaire unique; (*employer*)

« entente sur l’apprentissage » désigne une entente écrite entre un employeur ou un comité conjoint sur la formation des apprentis et un employé qui en vertu de l’entente doit pour le nombre d’années prescrit par règlement, faire un stage en milieu de travail, acquérir de l’expérience pratique et une formation technique pertinente dans la profession désignée; (*apprenticeship agreement*)

« étudiant-apprenti » désigne un étudiant à plein temps ou à temps partiel, inscrit à un programme d’études approuvé dans le cadre duquel il reçoit une for-

whether incorporated or unincorporated, employing persons in a designated occupation, and an owner of a one person business; (*employeur*)

“employer representative” means a person or agent who has control or direction of, or is directly or indirectly responsible for, the employment of one or more persons in a designated occupation, and includes an owner of a one person business; (*représentant des employeurs*)

“improver” means a person selected for training in a designated occupation either to improve that person’s capability in any area of the designated occupation or in preparation for qualification under this Act; (*stagiaire*)

“joint apprenticeship training committee” means a committee consisting of employers or their representatives and employees or their representatives that is formed for the purpose of ensuring the training of apprentices in a designated occupation; (*comité conjoint sur la formation des apprentis*)

“journeyperson” means a person who holds a valid certificate of qualification or a valid diploma of apprenticeship; (*compagnon*)

“Minister” means the Minister of Post-Secondary Education, Training and Labour and includes a person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf; (*Ministre*)

“occupation” includes a trade; (*profession*)

“plan of apprenticeship” means the training required for a person to complete an apprenticeship in a designated occupation under this Act, and includes

- (a) the technical training set out in the curriculum plan approved by the Director, and
- (b) the on-the-job training set out in the progress record book approved by the Director; (*plan d'apprentissage*)

“pre-apprentice” means a person who is a full-time or part-time student registered in an approved program of study from which the person is to receive training and instruction before being registered under this Act as an apprentice in a designated occupation; (*étudiant-apprenti*)

mation et un enseignement avant d’être inscrit en vertu de la présente loi à titre d’apprenti dans une profession désignée; (*pre-apprentice*)

« formation » comprend la formation et l’enseignement que reçoit une personne dans le cadre d’un programme d’études approuvé offert, conformément à la présente loi, par un employeur ou un comité conjoint sur la formation des apprentis, ou un organisme de formation approuvé par le directeur; (*training*)

« Ministre » désigne le ministre de l’Éducation post-secondaire, de la Formation et du Travail et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter; (*Minister*)

« plan d’apprentissage » désigne la formation requise pour la réussite de l’apprentissage dans une profession désignée en vertu de la présente loi et comprend

- a) la formation technique décrite au plan d’études approuvé par le directeur, et
- b) les stages en milieu de travail décrits au registre des progrès approuvé par le directeur; (*plan of apprenticeship*)

« profession » s’entend également d’un métier; (*occupation*)

« profession certifiée » Abrogé : 1996, c.53, art.1

« profession désignée » désigne une profession qui est prescrite par règlement à titre de profession désignée; (*designated occupation*)

« profession obligatoire » désigne une profession désignée prescrite par règlement à titre de profession obligatoire; (*compulsory occupation*)

« représentant des employés » désigne

- a) une personne qui travaille à salaire pour un employeur ou qui lui fournit des services dans la profession désignée, ou
- b) un représentant d’un syndicat dûment constitué ou de toute autre association d’employés reconnue; (*employee representative*)

« représentant des employeurs » désigne une personne ou un agent qui contrôle ou dirige l’emploi d’une ou de plusieurs personnes dans la profession désignée ou qui

“training” includes the training and instruction to be received by a person in an approved program of study that is delivered in accordance with this Act by an employer or a joint apprenticeship training committee, or a training agency approved by the Director. (*formation*)

1969, c.9, s.1; 1981, c.34, s.1; 1983, c.30, s.17; 1984, c.26, s.1; 1986, c.46, s.1; 1987, c.27, s.2; 1988, c.55, s.1; 1992, c.2, s.5; 1996, c.53, s.1; 1998, c.41, s.8; 2000, c.26, s.20; 2006, c.16, s.11; 2007, c.10, s.14

### Application of Act

**2** This Act applies to all designated occupations.

1969, c.9, s.2; 1987, c.27, s.2

### Administration

**3** The Minister shall administer this Act and may designate persons to act on behalf of the Minister.

1969, c.9, s.3; 1987, c.27, s.3

### Power of Minister to enter agreements

**4** The Minister may enter into such agreements with the Government of Canada or any other country, or a province or territory of Canada or a state or territory of any other country, as the Minister may deem necessary or expedient for the administration of this Act.

1969, c.9, s.4; 1987, c.27, s.4; 1996, c.53, s.2

### Appointment of Director and other persons

**5(1)** The Minister may appoint a Director of Apprenticeship and Occupational Certification and such other persons as the Minister considers necessary for the purposes of this Act.

### Powers and duties of other persons

**5(2)** The Director may authorize a person appointed under subsection (1) to exercise any power or perform any duty of the Director under this Act and the regulations.

est directement ou indirectement responsable de ces personnes et comprend le propriétaire unique d’une entreprise; (*employer representative*)

« stagiaire » désigne une personne choisie pour suivre un cours de formation dans une profession désignée, soit pour augmenter sa compétence dans un domaine quelconque de cette profession désignée, soit en vue d’obtenir les qualités requises en vertu de la présente loi. (*improver*)

1969, c.9, art.1; 1981, c.34, art.1; 1983, c.30, art.17; 1984, c.26, art.1; 1986, c.46, art.1; 1987, c.27, art.2; 1988, c.55, art.1; 1992, c.2, art.5; 1996, c.53, art.1; 1998, c.41, art.8; 2000, c.26, art.20; 2006, c.16, art.11; 2007, c.10, art.14

### Champ d’application de la loi

**2** La présente loi s’applique à toutes les professions désignées.

1969, c.9, art.2; 1987, c.27, art.2

### Application de la loi

**3** Le Ministre est chargé de l’application de la présente loi et peut désigner des personnes pour le représenter.

1969, c.9, art.3; 1987, c.27, art.3

### Pouvoir du Ministre de conclure des ententes

**4** Le Ministre peut conclure des ententes avec le gouvernement du Canada ou un autre pays, ou une province ou un territoire du Canada ou un état ou territoire d’un autre pays, lorsqu’il le juge nécessaire ou pratique pour l’application de la présente loi.

1969, c.9, art.4; 1987, c.27, art.4; 1996, c.53, art.2

### Nomination du directeur et autres personnes

**5(1)** Le Ministre peut nommer un directeur de l’apprentissage et de la certification professionnelle ainsi que les autres personnes qu’il estime nécessaires aux fins de la présente loi.

### Pouvoirs et responsabilités de certaines personnes

**5(2)** Le directeur peut autoriser une personne nommée en vertu du paragraphe (1) à exercer l’un quelconque de ses pouvoirs ou à exécuter l’une quelconque de ses fonctions qui lui sont dévolus en vertu de la présente loi et des règlements.

### **Examiners**

**5(3)** The Minister may appoint one or more examiners to assist in the conduct of examinations set for a designated occupation.

1969, c.9, s.5; 1987, c.27, s.5; 1996, c.53, s.3; 2002, c.9, s.1

### **Apprenticeship and Occupational Certification Board**

**6(1)** The Minister may appoint an Apprenticeship and Occupational Certification Board composed of

- (a) four employer representatives,
- (b) four employee representatives,
- (c) one person from the Department of Post-Secondary Education, Training and Labour, and
- (d) one person who shall be chairperson.

**6(2)** The members of the Board referred to in paragraphs (1)(a), (b) and (d) shall be appointed for a term of three years.

**6(3)** The members of the Board referred to in paragraphs (1)(a), (b) and (d) are, subject to subsection (3.1), eligible for reappointment.

**6(3.1)** A member of the Board referred to in paragraph (1)(a), (b) or (d) who has served two consecutive terms shall not be reappointed until three years after the expiry of that member's last term of office.

**6(4)** Notwithstanding subsection (2), the first appointments made under paragraphs (1)(a) and (b) shall be made so that three of the members representative of employees and three of the members representative of employers are appointed for a term of one year.

**6(5)** The members of the Board shall elect from among themselves a vice-chairperson who shall act in the place of the chairperson when the chairperson is for any reason unable or unwilling to act.

**6(6)** A quorum at a meeting of the Board is a majority of its members if there are at least two members present

### **Examineurs**

**5(3)** Le Ministre peut nommer un ou plusieurs examinateurs pour participer à la direction des examens établis pour une profession désignée.

1969, c.9, art.5; 1987, c.27, art.5; 1996, c.53, art.3; 2002, c.9, art.1

### **Commission de l'apprentissage et de la certification professionnelle**

**6(1)** Le Ministre peut nommer une Commission de l'apprentissage et de la certification professionnelle composée

- a) de quatre représentants des employeurs,
- b) de quatre représentants des employés,
- c) d'une personne du ministère de l'Éducation post-secondaire, de la Formation et du Travail, et
- d) d'une personne à titre de président.

**6(2)** Les membres de la Commission visés aux alinéas (1)a, b) et d) sont nommés pour un mandat de trois ans.

**6(3)** Les membres de la Commission visés aux alinéas (1)a, b) et d) peuvent, sous réserve du paragraphe (3.1), être nommés de nouveau.

**6(3.1)** Un membre de la Commission visé à l'alinéa (1)a, b) ou d) qui a exercé ses fonctions pendant deux mandats consécutifs ne peut être nommé de nouveau qu'à échéance de trois ans suivant la fin de son dernier mandat.

**6(4)** Nonobstant le paragraphe (2), les premières nominations faites en vertu des alinéas (1)a) et b) doivent être faites de manière à ce que trois des membres représentant les employés et trois des membres représentant les employeurs soient nommés pour un mandat d'un an.

**6(5)** Les membres de la Commission doivent élire parmi eux un vice-président qui doit agir à la place du président lorsque, pour une raison quelconque, il ne peut agir ou ne veut pas agir.

**6(6)** La majorité des membres de la Commission constitue un quorum lorsqu'au moins deux membres repré-

who are employee representatives and at least two members present who are employer representatives.

1969, c.9, s.6; 1981, c.34, s.2; 1983, c.30, s.17; 1983, c.57, s.13; 1986, c.46, s.2; 1987, c.27, s.6; 1988, c.55, s.2; 1992, c.2, s.5; 1996, c.53, s.4; 1998, c.41, s.8; 2000, c.26, s.20; 2002, c.9, s.2; 2006, c.16, s.11; 2007, c.10, s.14

### **Program advisory committee**

7(1) The Minister may appoint a program advisory committee in any designated occupation or group of designated occupations to advise in matters relating to the establishment and operation of apprentice training programs and occupational qualifications.

7(2) Every program advisory committee shall consist of not more than seven members made up of

- (a) an equal number of employer representatives and employee representatives, and
- (b) such officials at the Department of Post-Secondary Education, Training and Labour as the Minister considers appropriate.

7(3) The members of a program advisory committee shall be appointed for a term of three years.

7(4) Each member of a program advisory committee is eligible for reappointment.

1969, c.9, s.7; 1984, c.26, s.2; 1986, c.46, s.3; 1987, c.27, s.7; 1992, c.2, s.5; 1996, c.53, s.5; 1998, c.41, s.8; 2000, c.26, s.20; 2006, c.16, s.11; 2007, c.10, s.14

### **Remuneration of Board members, examiners and committee members**

8 The members of the Board, examiners and members of the program advisory committees who are not full time provincial employees shall be paid a *per diem* allowance, to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council, and shall be paid such reasonable and necessary expenses incurred by them in the performance of their duties.

1969, c.9, s.8; 1987, c.27, s.8

sentants des employés et deux membres représentants des employeurs sont présents.

1969, c.9, art.6; 1981, c.34, art.2; 1983, c.30, art.17; 1983, c.57, art.13; 1986, c.46, art.2; 1987, c.27, art.6; 1988, c.55, art.2; 1992, c.2, art.5; 1996, c.53, art.4; 1998, c.41, art.8; 2000, c.26, art.20; 2002, c.9, art.2; 2006, c.16, art.11; 2007, c.10, art.14

### **Comité consultatif des programmes**

7(1) Le Ministre peut nommer un comité consultatif des programmes pour une profession désignée ou pour un groupe de professions désignées afin de donner avis sur les questions relatives à l'établissement et la mise en oeuvre des programmes de formation d'apprentis et aux qualités professionnelles requises.

7(2) Tout comité consultatif des programmes se compose de sept membres au plus, dont

- a) un nombre égal de représentants des employeurs et de représentants des employés, et
- b) les fonctionnaires du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail que le Ministre estime appropriés.

7(3) Les membres d'un comité consultatif des programmes doivent être nommés pour un mandat de trois ans.

7(4) Chacun des membres d'un comité consultatif des programmes peut être nommé à nouveau.

1969, c.9, art.7; 1984, c.26, art.2; 1986, c.46, art.3; 1987, c.27, art.7; 1992, c.2, art.5; 1996, c.53, art.5; 1998, c.41, art.8; 2000, c.26, art.20; 2006, c.16, art.11; 2007, c.10, art.14

### **Rémunération des membres de la Commission, examinateurs et membres des comités consultatifs**

8 Les membres de la Commission, les examinateurs et les membres des comités consultatifs des programmes qui ne sont pas des fonctionnaires de la province à plein temps reçoivent une allocation quotidienne fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que le remboursement des frais raisonnables et nécessaires qu'ils supportent dans l'exercice de leurs fonctions.

1969, c.9, art.8; 1987, c.27, art.8

**Local apprenticeship advisory committee**

**9** The Director may appoint local apprenticeship advisory committees in any designated occupation or group of designated occupations composed of such persons as the Director considers appropriate to advise and assist in matters relating to apprenticeship training in any area.

1969, c.9, s.9; 1987, c.27, s.9

**Powers of Board**

**10(1)** The Board has the power to

(a) issue a diploma of apprenticeship in a designated occupation to a person who has successfully completed a plan of apprenticeship under this Act and has successfully passed the examination for the diploma of apprenticeship,

(b) issue a certificate of qualification in a designated occupation to a person who

(i) is the holder of a valid diploma of apprenticeship issued under this Act,

(ii) has the work experience for the certificate of qualification and has successfully passed the examination for the certificate of qualification,

(iii) files an application, on a form provided by the Director, pays the prescribed fee, and is the holder of

(A) a valid certificate of qualification from any other province or territory of Canada that bears the Canadian Inter-Provincial Standards Examination Seal, or

(B) a valid diploma of apprenticeship from any other province or territory of Canada that bears the Canadian Inter-Provincial Standards Examination Seal,

(iv) files an application, on a form provided by the Director, pays the prescribed fee, and is the holder of

(A) a valid certificate of qualification from any other province or territory of Canada that does not bear the Canadian Inter-Provincial Standards Examination Seal, if that province or territory has entered into a reciprocal agreement

**Comité consultatif local d'apprentissage**

**9** Le directeur peut nommer des comités consultatifs locaux d'apprentissage dans une profession désignée ou un groupe de professions désignées composés des personnes qu'il estime appropriées dans le but de donner avis et de l'aider à régler les questions relatives à la formation par l'apprentissage dans une région.

1969, c.9, art.9; 1987, c.27, art.9

**Pouvoirs de la Commission**

**10(1)** La Commission a le pouvoir de

a) décerner un diplôme d'apprentissage pour une profession désignée à une personne qui a terminé avec succès le plan d'apprentissage en vertu de la présente loi et qui a réussi l'examen menant à ce diplôme,

b) délivrer un certificat d'aptitude pour une profession désignée à une personne qui

(i) est titulaire d'un diplôme d'apprentissage valide décerné en vertu de la présente loi,

(ii) possède l'expérience de travail requise pour l'obtention du certificat d'aptitude et a réussi l'examen menant au certificat,

(iii) dépose une demande, au moyen de la formule fournie par le directeur, acquitte le droit prescrit et est titulaire

(A) d'un certificat d'aptitude valide de toute autre province ou territoire du Canada revêtu du sceau canadien des normes d'examen interprovinciales, ou

(B) d'un diplôme d'apprentissage valide de toute autre province ou territoire du Canada revêtu du sceau canadien des normes d'examen interprovinciales,

(iv) dépose une demande, au moyen de la formule fournie par le directeur, acquitte le droit prescrit et est titulaire

(A) d'un certificat d'aptitude valide de toute autre province ou territoire du Canada non revêtu du sceau canadien des normes d'examen interprovinciales, lorsque cette province ou ce territoire a conclu une entente réciproque avec le



with the Minister and has in force legislation substantially similar to this Act, or

(B) a valid diploma of apprenticeship from any other province or territory of Canada that does not bear the Canadian Inter-Provincial Standards Examination Seal, if that province or territory has entered into a reciprocal agreement with the Minister and has in force legislation substantially similar to this Act, or

(v) files an application, on a form provided by the Director, pays the prescribed fee, and is the holder of

(A) a valid certificate of qualification from any other country, or a state or territory of any other country, if that country, state or territory has entered into a reciprocal agreement with the Minister and has in force legislation substantially similar to this Act, or

(B) a valid diploma of apprenticeship from any other country, or a state or territory of any other country, if that country, state or territory has entered into a reciprocal agreement with the Minister and has in force legislation substantially similar to this Act, and

(c) issue a letter of authenticity in a designated occupation to a person who has not achieved journey-person status under this Act, but who satisfies such requirements as to work experience and practice in that designated occupation as are established by the Board.

**Designated occupation, prescribed by regulation**

**10(2)** Where the Board makes a recommendation to the Minister that an occupation is appropriate for

- (a) apprenticeship and the issuing of certificates of qualification, or
- (b) the issuing of certificates of qualification,

the Minister may, by regulation, prescribe the occupation to be a designated occupation.

**Repealed**

**10(3)** Repealed: 1987, c.27, s.10

Ministre et qu'il a, en vigueur, des lois très semblables à la présente loi, ou

(B) d'un diplôme d'apprentissage valide de toute autre province ou territoire du Canada non revêtu du sceau canadien des normes d'examen interprovinciales, lorsque cette province ou ce territoire a conclu une entente réciproque avec le Ministre et qu'il a, en vigueur, des lois très semblables à la présente loi, ou

(v) dépose une demande, au moyen de la formule fournie par le directeur, acquitte le droit prescrit et est titulaire

(A) d'un certificat d'aptitude valide de tout autre pays, ou d'un état ou territoire de tout autre pays, lorsque ce pays, cet état ou ce territoire a conclu une entente réciproque avec le Ministre et qu'il a, en vigueur, des lois très semblables à la présente loi, ou

(B) d'un diplôme d'apprentissage valide de tout autre pays, ou d'un état ou territoire de tout autre pays, lorsque ce pays, cet état ou ce territoire a conclu une entente réciproque avec le Ministre et qu'il a, en vigueur, des lois très semblables à la présente loi, et

c) délivrer une lettre d'authenticité pour une profession désignée à une personne qui n'a pas encore obtenu le titre de compagnon en vertu de la présente loi, mais qui a rempli les exigences en fait d'expérience de travail et de travail pratique pour cette profession telles qu'établies par la Commission.

**Profession désignée prescrite par règlement**

**10(2)** Le Ministre peut, par règlement, prescrire une profession à titre de profession désignée lorsque la Commission lui recommande qu'une profession se prête

- a) à l'apprentissage et à la délivrance de certificats d'aptitude, ou
- b) à la délivrance de certificats d'aptitude.

**Abrogé**

**10(3)** Abrogé : 1987, c.27, art.10

**Meetings of Board**

**10(4)** The Board shall hold a minimum of two meetings in each calendar year and may hold special meetings when considered necessary by the chairperson.

**Duties of Board**

**10(5)** The Board shall

- (a) advise the Minister in matters relating to the direction and suitability of the apprenticeship and occupational certification system as a means to meet the labour market needs of the Province,
- (b) recommend prerequisites for entry into apprenticeship,
- (c) establish guidelines for the implementation of apprenticeship training,
- (d) establish guidelines for the establishment of joint apprenticeship training committees,
- (e) assist in the promotion of the apprenticeship and occupational certification system and its benefits throughout the Province,
- (f) assist in the determination of the records that must be maintained in support of apprenticeship and occupational certification services, and
- (g) when requested by the Minister, review, consider and make recommendations in matters relating to apprenticeship and occupational certification.

1969, c.9, s.10; 1973, c.49, s.1, 2; 1987, c.27, s.10; 1988, c.55, s.3; 1996, c.53, s.6

**Duties of Director**

**11** The Director shall

- (a) register all improvers,
- (b) keep a record of all registrations, cancellations, terminations, transfers and completions of apprenticeship agreements,
- (b.1) approve programs of study for apprentices and improvers, including any course, test, examination and training provided for, or otherwise required of, an apprentice in a designated occupation,

**Réunions de la Commission**

**10(4)** La Commission doit tenir des réunions au moins deux fois au cours de chaque année civile, et peut tenir des réunions extraordinaires lorsque le président l'estime nécessaire.

**Responsabilités de la Commission**

**10(5)** La Commission doit

- a) aviser le Ministre sur les questions de l'orientation du système d'apprentissage et de certification professionnelle et de la pertinence de ce système pour répondre aux besoins du marché du travail dans la province,
- b) recommander les critères d'admission à l'apprentissage,
- c) établir les directives de mise en oeuvre de la formation à l'apprentissage,
- d) établir les directives de la mise sur pied des comités conjoints sur la formation des apprentis,
- e) contribuer à promouvoir le système d'apprentissage et de certification professionnelle et ses avantages dans toute la province,
- f) contribuer à déterminer les dossiers qui doivent être maintenus à l'appui des services d'apprentissage et de certification professionnelle, et
- g) à la demande du Ministre, réviser, étudier et faire des recommandations sur les questions visant l'apprentissage et la certification professionnelle.

1969, c.9, art.10; 1973, c.49, art.1, 2; 1987, c.27, art.10; 1988, c.55, art.3; 1996, c.53, art.6

**Fonctions du directeur**

**11** Le directeur doit

- a) inscrire tous les stagiaires,
- b) tenir un registre des inscriptions, annulations, résiliations, cessions et achèvements des ententes sur l'apprentissage,
- b.1) approuver des programmes d'études pour les apprentis et les stagiaires, y compris les cours, les épreuves, les examens et la formation fournis à l'ap-

- (c) Repealed: 1996, c.53, s.7
- (d) provide for periodic tests for apprentices and improvers and final examinations for apprentices, improvers or candidates for certificates of qualification,
- (e) supervise the training of all apprentices and improvers,
- (f) inspect and approve facilities being used for the training of apprentices and improvers under this Act,
- (f.1) approve the courses of study in a pre-apprenticeship program which shall be credited towards the completion of a plan of apprenticeship in a designated occupation,
- (f.2) Repealed: 1996, c.53, s.7
- (f.3) Repealed: 1986, c.46, s.4
- (g) provide such information and make such investigation as is required by the Board,
- (g.1) Repealed: 1996, c.53, s.7
- (g.2) recommend to the Board those occupations that, in the opinion of the Director, are appropriate for
- (i) apprenticeship and the issuing of certificates of qualification, or
- (ii) the issuing of certificates of qualification,
- (h) make such examination and inquiry as the Director considers necessary to ascertain whether this Act is being complied with, and
- (i) generally perform such other duties as may be prescribed by the Minister for carrying out the provisions of this Act.
- 1969, c.9, s.11; 1981, c.34, s.3; 1983, c.57, s.13; 1984, c.26, s.3; 1986, c.46, s.4; 1987, c.27, s.11; 1996, c.53, s.7
- prenti ou exigés de celui-ci pour la profession désignée,
- c) Abrogé : 1996, c.53, art.7
- d) prévoir des tests pratiques périodiques pour les apprentis et stagiaires, ainsi que des examens finals pour les apprentis, les stagiaires ou les candidats aux certificats d'aptitude,
- e) surveiller la formation de tous les apprentis et stagiaires,
- f) inspecter et approuver les installations servant à la formation des apprentis et des stagiaires en application de la présente loi,
- f.1) approuver les programmes d'études d'un programme de pré-apprentissage donnant droit à des crédits requis pour terminer un plan d'apprentissage d'une profession désignée,
- f.2) Abrogé : 1996, c.53, art.7
- f.3) Abrogé : 1986, c.46, art.4
- g) fournir les renseignements et mener les enquêtes que la Commission exige,
- g.1) Abrogé : 1996, c.53, art.7
- g.2) recommander à la Commission, les professions qui, selon l'avis du directeur, se prêtent
- (i) à l'apprentissage et à la délivrance de certificats d'aptitude, ou
- (ii) à la délivrance de certificats d'aptitude,
- h) effectuer les inspections et les enquêtes qu'il juge nécessaires pour savoir si la présente loi est respectée, et
- i) de façon générale, exercer les autres fonctions que peut prescrire le Ministre pour l'application des dispositions de la présente loi.
- 1969, c.9, art.11; 1981, c.34, art.3; 1983, c.57, art.13; 1984, c.26, art.3; 1986, c.46, art.4; 1987, c.27, art.11; 1996, c.53, art.7

### **Application for registration of apprenticeship agreement**

**11.1(1)** The parties to an apprenticeship agreement may apply to the Director to have the apprenticeship agreement registered.

**11.1(2)** The Director may require from the parties to an apprenticeship agreement such information as the Director may consider necessary to ensure that satisfactory training is available.

1984, c.26, s.4; 1987, c.27, s.12; 1996, c.53, s.8

### **Registration of apprenticeship agreement and apprentice**

**11.2(1)** The Director, if satisfied with the training arrangements under an apprenticeship agreement, shall register the apprenticeship agreement and the apprentice.

**11.2(2)** The Director, having registered an apprenticeship agreement, shall notify

- (a) the parties to the apprenticeship agreement, and
- (b) all other persons concerned in the training arrangements under the apprenticeship agreement,

of the registration.

1984, c.26, s.4; 1996, c.53, s.9

### **Notification of material change in arrangements**

**11.3** Where, during the term of an apprenticeship agreement, a material change in the training arrangements under the apprenticeship agreement occurs, the parties to the apprenticeship agreement shall notify the Director.

1984, c.26, s.4; 1987, c.27, s.13; 1996, c.53, s.10

### **Cancellation or termination of apprenticeship agreement**

**11.4(1)** Subject to subsections (2), (3), (4) and (5), an apprenticeship agreement shall not be cancelled or terminated before the completion of the apprenticeship period provided for in the apprenticeship agreement.

### **Cancellation or termination of apprenticeship agreement**

**11.4(2)** An apprenticeship agreement may, within the period of six months after the date on which the appren-

### **Demandes d'inscription des ententes sur l'apprentissage**

**11.1(1)** Les parties à une entente sur l'apprentissage peuvent en demander l'inscription auprès du directeur.

**11.1(2)** Le directeur peut exiger des parties à une entente sur l'apprentissage qu'elles fournissent les renseignements qu'il juge nécessaires afin d'assurer le maintien d'une formation acceptable.

1984, c.26, art.4; 1987, c.27, art.12; 1996, c.53, art.8

### **Inscription des ententes sur l'apprentissage ainsi que de l'apprenti**

**11.2(1)** Le directeur, lorsqu'il est satisfait des mesures de formation prévues par l'entente sur l'apprentissage, inscrit et l'entente et l'apprenti.

**11.2(2)** Le directeur ayant inscrit l'entente sur l'apprentissage, en avise

- a) les parties à l'entente, et
- b) toute autre personne concernée par les mesures de formation prévues par l'entente.

1984, c.26, art.4; 1996, c.53, art.9

### **Avis de changement important**

**11.3** Les parties à l'entente sur l'apprentissage doivent, pendant la durée de l'entente, aviser le directeur de tout changement important apporté aux mesures de formation prévues par l'entente.

1984, c.26, art.4; 1987, c.27, art.13; 1996, c.53, art.10

### **Annulation ou résiliation de l'entente sur l'apprentissage**

**11.4(1)** Sous réserve des paragraphes (2), (3), (4) et (5), une entente sur l'apprentissage ne peut être annulée ou résiliée avant que ne soit achevée la période d'apprentissage prévue par l'entente.

### **Annulation ou résiliation de l'entente sur l'apprentissage**

**11.4(2)** Une entente sur l'apprentissage peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties dans les six mois qui en suivent l'inscription.

Apprenticeship agreement is registered, be terminated by either party to the apprenticeship agreement.

#### **Cancellation or termination of apprenticeship agreement**

**11.4(3)** An apprenticeship agreement may, at any time, be terminated by the consent of the parties to the apprenticeship agreement.

#### **Cancellation or termination of apprenticeship agreement**

**11.4(4)** Where it appears to the Director that an apprentice is not making satisfactory progress towards the completion of the plan of apprenticeship for which the apprenticeship agreement is registered, the Director may cancel the apprenticeship agreement.

#### **Cancellation or termination of apprenticeship agreement**

**11.4(5)** Where it appears to the Director that an apprentice is no longer pursuing the training for which the apprenticeship agreement is registered or is not working under the training arrangements under the apprenticeship agreement, the Director may terminate the apprenticeship agreement.

#### **Cancellation or termination of apprenticeship agreement**

**11.4(6)** A cancellation or termination of an apprenticeship agreement is of no effect until the cancellation or termination is registered by the Director.

#### **Cancellation or termination of apprenticeship agreement**

**11.4(7)** Where a party to an apprenticeship agreement proposes to terminate it, that party shall notify the Director and all other parties to the apprenticeship agreement.

#### **Transfer of apprenticeship agreement**

**11.4(8)** An apprenticeship agreement may, with the approval of the Director, be transferred from

- (a) an employer to another employer or a joint apprenticeship training committee, in the same designated occupation, or
- (b) a joint apprenticeship training committee to another joint apprenticeship training committee or an employer, in the same designated occupation.

#### **Annulation ou résiliation de l'entente sur l'apprentissage**

**11.4(3)** Une entente sur l'apprentissage peut être résiliée en tout temps lorsque les parties y consentent.

#### **Annulation ou résiliation de l'entente sur l'apprentissage**

**11.4(4)** Le directeur peut annuler l'entente sur l'apprentissage lorsqu'il estime que l'apprenti ne progresse pas de façon satisfaisante vers l'achèvement du plan d'apprentissage pour lequel l'entente est inscrite.

#### **Annulation ou résiliation de l'entente sur l'apprentissage**

**11.4(5)** Le directeur peut résilier l'entente sur l'apprentissage lorsqu'il estime que l'apprenti ne suit plus la formation pour laquelle l'entente sur l'apprentissage a été inscrite et ne travaille plus selon les mesures de formation prévues par l'entente.

#### **Annulation ou résiliation de l'entente sur l'apprentissage**

**11.4(6)** L'annulation ou la résiliation de l'entente sur l'apprentissage ne prend effet qu'une fois inscrite par le directeur.

#### **Annulation ou résiliation de l'entente sur l'apprentissage**

**11.4(7)** Lorsqu'une des parties à l'entente sur l'apprentissage en propose la résiliation, elle en avise le directeur et toutes les autres parties à l'entente.

#### **Cession de l'entente sur l'apprentissage**

**11.4(8)** Une entente sur l'apprentissage peut, avec l'agrément du directeur, être cédée

- a) d'un employeur à un autre employeur ou à un comité conjoint sur la formation des apprentis pour la même profession désignée, ou
- b) d'un comité conjoint sur la formation des apprentis à un autre comité conjoint sur la formation des apprentis ou à un employeur pour la même profession désignée.

### **Notification of successful completion of apprenticeship**

**11.4(9)** Where it appears to the Director that an apprentice has successfully completed a plan of apprenticeship and has successfully passed the examination for the designated occupation, the Director shall approve the completion of the apprenticeship and notify the parties to the apprenticeship agreement and the Board.

1984, c.26, s.4; 1987, c.27, s.14; 1996, c.53, s.11

### **Application for examination**

**11.401(1)** A person who has the work experience for a certificate of qualification in a designated occupation may apply to the Director to take the examination for the certificate of qualification.

### **Approval of application**

**11.401(2)** Where a person has made an application under subsection (1) and it appears to the Director that that person has the work experience for a certificate of qualification in the designated occupation, the Director shall approve the application.

### **Notification of passed examination**

**11.401(3)** Where the Director has approved an application under subsection (2) and the person has successfully passed the examination for the certificate of qualification, the Director shall notify the person and the Board.

### **Application for letter of authenticity**

**11.401(4)** A person who meets the requirements as to work experience and practice established by the Board for a letter of authenticity in a designated occupation under this Act may apply to the Director for a letter of authenticity.

### **Approval of application and notification**

**11.401(5)** Where a person has made an application under subsection (4) and it appears to the Director that that person meets the requirements as to work experience and practice established by the Board for a letter of authenticity in the designated occupation, the Director shall approve the application and notify the Board.

1996, c.53, s.12

### **Avis de l'achèvement de l'apprentissage**

**11.4(9)** Lorsque le directeur estime qu'un apprenti a terminé avec succès son plan d'apprentissage et qu'il a réussi l'examen pour une profession désignée, il doit en approuver l'achèvement et en aviser les parties à l'entente sur l'apprentissage ainsi que la Commission.

1984, c.26, art.4; 1987, c.27, art.14; 1996, c.53, art.11

### **Demande d'examen**

**11.401(1)** Une personne qui a l'expérience de travail nécessaire à l'obtention du certificat d'aptitude pour une profession désignée peut demander au directeur à passer l'examen menant au certificat.

### **Approbation de la demande**

**11.401(2)** Lorsqu'une personne présente une demande en application du paragraphe (1) et que le directeur estime qu'elle a l'expérience de travail nécessaire à l'obtention du certificat d'aptitude pour la profession désignée, le directeur doit approuver la demande.

### **Avis de réussite de l'examen**

**11.401(3)** Lorsque le directeur approuve la demande en vertu du paragraphe (2) et que la personne a réussi l'examen menant à l'obtention du certificat d'aptitude, il doit en aviser la personne ainsi que la Commission.

### **Demande d'une lettre d'authenticité**

**11.401(4)** Une personne qui satisfait aux exigences en fait d'expérience de travail et de travail pratique établies par la Commission en vue de l'obtention d'une lettre d'authenticité pour une profession désignée en vertu de la présente loi peut en faire la demande auprès du directeur.

### **Approbation de la demande et avis**

**11.401(5)** Lorsque le directeur estime qu'une personne qui présente une demande en application du paragraphe (4), satisfait aux exigences en fait d'expérience de travail et de travail pratique établies par la Commission en vue de l'obtention d'une lettre d'authenticité pour la profession désignée, il doit approuver la demande et en aviser la Commission.

1996, c.53, art.12

**Suspension or cancellation of a diploma of apprenticeship, a certificate of qualification or a letter of authenticity**

**11.41(1)** The Director may suspend or cancel a diploma of apprenticeship, a certificate of qualification or a letter of authenticity of any person for cause.

**11.41(2)** For the purposes of subsection (1) and without limiting the generality of subsection (1), cause includes

- (a) obtaining a diploma of apprenticeship, a certificate of qualification or a letter of authenticity through misrepresentation or fraud,
- (b) being incompetent or grossly negligent in the discharge of a person's duty, or
- (c) contravening any provision of this Act or the regulations.

1988, c.55, s.4; 1996, c.53, s.13

**Panels of the Board**

**11.42(1)** The chairperson may constitute panels of the Board to hear appeals and, where a panel is so constituted, the panel may act as and has the powers and duties of the Board.

**11.42(2)** The chairperson may designate the vice-chairperson or any other member of the Board to act as chairperson of a panel constituted under subsection (1).

**11.42(3)** The chairperson shall assign members of the Board to a panel.

**11.42(4)** In addition to any designation made under subsection (2), if the chairperson is absent or unable to act or if the office of the chairperson is vacant, the vice-chairperson shall act as chairperson and while so acting may exercise the powers and perform the duties of the chairperson under this Act.

**11.42(5)** For the purposes of an appeal under this Act, three members of the Board constitute a quorum if

- (a) the chairperson or the vice-chairperson or a member of the Board designated under subsection (2),

**Suspension ou annulation d'un diplôme d'apprentissage, d'un certificat d'aptitude ou d'une lettre d'authenticité**

**11.41(1)** Le directeur peut, pour motif valable, suspendre ou annuler un diplôme d'apprentissage, un certificat d'aptitude ou une lettre d'authenticité.

**11.41(2)** Aux fins du paragraphe (1) et sans limiter la portée générale du paragraphe (1), motif valable s'entend également

- a) de l'obtention d'un diplôme d'apprentissage, d'un certificat d'aptitude ou d'une lettre d'authenticité par fausse représentation ou par fraude,
- b) de l'incompétence ou de la négligence grossière d'une personne dans l'exécution de ses fonctions, ou
- c) de la contravention à une quelconque des dispositions de la présente loi ou des règlements.

1988, c.55, art.4; 1996, c.53, art.13

**Sous-comités de la Commission**

**11.42(1)** Le président peut constituer des sous-comités de la Commission pour entendre les appels et, lorsqu'un sous-comité est ainsi constitué, celui-ci peut agir au même titre que la Commission et en a les pouvoirs et les fonctions.

**11.42(2)** Le président peut désigner le vice-président ou tout autre membre de la Commission pour agir à titre de président d'un sous-comité constitué en vertu du paragraphe (1).

**11.42(3)** Le président doit assigner des membres de la Commission à un sous-comité.

**11.42(4)** En plus de toute désignation faite en vertu du paragraphe (2), si le président est absent ou dans l'impossibilité d'agir ou si le poste de président est vacant, le vice-président doit agir à titre de président et, lorsqu'il en est ainsi, il peut exercer les pouvoirs et remplir les fonctions de président en vertu de la présente loi.

**11.42(5)** Aux fins d'un appel en vertu de la présente loi, le quorum est constitué de trois membres si, sont présents

- a) le président ou le vice-président ou un membre de la Commission désigné en vertu du paragraphe (2),

(b) a member who is an employer representative, and

(c) a member who is an employee representative,

are present.

1988, c.55, s.4; 1996, c.53, s.14

### Appeal of decision of Director

**11.5(1)** A person whose interests are affected by any decision of the Director under subsection 11.2(1), section 11.4 or 11.41 may appeal the decision to the Board, by serving written notice of the appeal on the chairperson of the Board not more than thirty days after the person has notice of the decision made by the Director.

**11.5(2)** The Board may, before or after the expiration of time for service of a notice of appeal, extend the time within which service may be effected.

**11.5(3)** Every notice of appeal under subsection (1) shall contain a statement of the matter being appealed, and the name and address of the person making the appeal.

**11.5(4)** The chairperson shall, as soon as practicable after receipt of the notice of appeal, notify the Director.

**11.5(5)** Upon receipt of the notice under subsection (4), the Director shall provide the Board with every document of any kind whatsoever in the possession of the Director pertaining to the matter being appealed.

**11.5(6)** The chairperson shall, as soon as practicable after receipt of the notice of appeal, serve written notice of the time and place at which the appeal is to be heard upon the person making the appeal and upon the Director.

**11.5(7)** At the hearing of an appeal, both parties have the right to attend and make representations and to adduce evidence respecting the appeal either personally or through counsel.

**11.5(8)** The Board may adjourn the hearing for such period of time as it considers appropriate with the consent of both parties to the appeal.

1984, c.26, s.4; 1988, c.55, s.5

b) un membre qui est un représentant des employeurs, et

c) un membre qui est un représentant des employés.

1988, c.55, art.4; 1996, c.53, art.14

### Appel d'une décision du directeur

**11.5(1)** Une personne dont les intérêts sont touchés par une décision prise par le directeur en vertu du paragraphe 11.2(1), de l'article 11.4 ou 11.41 peut faire appel de cette décision auprès de la Commission, en signifiant au président de la Commission un avis d'appel par écrit au plus tard trente jours après avoir été avisée de la décision prise par le directeur.

**11.5(2)** La Commission peut, avant ou après l'expiration du délai pour signification d'un avis d'appel, prolonger le délai dans lequel la signification peut être effectuée.

**11.5(3)** Tout avis d'appel en vertu du paragraphe (1) doit exposer l'objet de l'appel et mentionner les nom et adresse de l'appelant.

**11.5(4)** Le président doit, aussitôt que praticable après la réception de l'avis d'appel, en aviser le directeur.

**11.5(5)** Sur réception de l'avis prévu au paragraphe (4), le directeur doit fournir à la Commission chaque document de quelque nature que ce soit en sa possession, se rapportant à l'objet de l'appel.

**11.5(6)** Le président doit, aussitôt que praticable après la réception de l'avis d'appel, signifier à l'appelant et au directeur un avis écrit indiquant les date, heure et lieu où l'appel sera entendu.

**11.5(7)** Les deux parties ont le droit d'assister à l'audition de l'appel et d'y faire personnellement ou par l'intermédiaire de leur avocat, des représentations et d'y présenter des éléments de preuve relativement à l'appel.

**11.5(8)** La Commission peut ajourner l'audition pour des périodes qu'elle estime appropriées avec le consentement des deux parties à l'appel.

1984, c.26, art.4; 1988, c.55, art.5



**Appeal of decision of Director**

**11.6(1)** The Board has in relation to an appeal under this Act all of the powers and privileges that commissioners have under the *Inquiries Act*.

**11.6(2)** The Board may allow the appeal or confirm or vary the decision of the Director on such terms and conditions as it considers appropriate.

**11.6(3)** The Board shall render its decision within thirty days after a hearing unless the parties agree to an extension or the time is extended by the chairperson.

1988, c.55, s.5; 1996, c.53, s.15

**Appeal of decision of Board**

**11.7(1)** An appeal lies to The Court of Queen's Bench of New Brunswick from any decision made by the Board involving a question of law.

**11.7(2)** An appeal under subsection (1) shall be commenced within thirty days after the date of service of the notice of the decision appealed from.

**11.7(3)** After hearing an appeal under subsection (1), The Court of Queen's Bench of New Brunswick may

- (a) dismiss the appeal; or
- (b) allow the appeal and
  - (i) set aside the decision, and
  - (ii) where it considers it appropriate to do so, refer the matter back to the Board with directions.

**11.7(4)** In all other respects, the appeal shall be conducted in accordance with the rules of The Court of Queen's Bench of New Brunswick respecting appeals from the Trial Division.

1988, c.55, s.5

**Repealed**

**12** Repealed: 1984, c.26, s.5

1969, c.9, s.12; 1984, c.26, s.5

**Appel d'une décision du directeur**

**11.6(1)** La Commission possède, relativement à un appel en vertu de la présente loi, tous les pouvoirs et privilèges conférés aux commissaires par la *Loi sur les enquêtes*.

**11.6(2)** La Commission peut accueillir l'appel ou confirmer ou modifier la décision du directeur selon les modalités et les conditions qu'elle estime appropriées.

**11.6(3)** La Commission doit rendre sa décision dans les trente jours qui suivent l'audition à moins que les parties ne s'entendent sur une prolongation du délai ou que le délai ne soit prolongé par le président.

1988, c.55, art.5; 1996, c.53, art.15

**Appel d'une décision de la Commission**

**11.7(1)** Toute décision de la Commission impliquant une question de droit peut être portée en appel devant la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

**11.7(2)** Un appel en vertu du paragraphe (1) doit être interjeté dans les trente jours qui suivent la date de la signification de l'avis de la décision portée en appel.

**11.7(3)** Après l'audition d'un appel en vertu du paragraphe (1), la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick peut

- a) rejeter l'appel; ou
- b) accueillir l'appel et
  - (i) écarter la décision, et
  - (ii) lorsqu'elle l'estime approprié, renvoyer l'affaire devant la Commission en y joignant des directives.

**11.7(4)** À tous les autres égards, l'appel doit avoir lieu conformément aux Règles de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick concernant les appels provenant de la Division de première instance.

1988, c.55, art.5

**Abrogé**

**12** Abrogé : 1984, c.26, art.5

1969, c.9, art.12; 1984, c.26, art.5

**Repealed**

**13** Repealed: 1984, c.26, s.5  
1969, c.9, s.13; 1984, c.26, s.5

**Repealed**

**14** Repealed: 1984, c.26, s.5  
1969, c.9, s.14; 1981, c.34, s.4; 1984, c.26, s.5

**Repealed**

**15** Repealed: 1984, c.26, s.5  
1969, c.9, s.15; 1984, c.26, s.5

**Right of apprentice respecting work stoppage**

**16** No person shall require an apprentice to do any work in a place of employment where work has stopped because of a labour dispute.

1969, c.9, s.16; 1990, c.61, s.8

**Designated occupation prescribed compulsory occupation**

**17(1)** The Minister may, by regulation, prescribe a designated occupation to be a compulsory occupation.

**Effect**

**17(2)** Where a designated occupation is prescribed as a compulsory occupation under subsection (1), no employer shall employ in that compulsory occupation any person unless that person

- (a) holds a valid certificate of qualification in the compulsory occupation,
- (b) holds a valid letter of authenticity in the compulsory occupation,
- (c) is registered as an apprentice in the compulsory occupation,
- (d) is registered as a pre-apprentice in an approved program of study in the compulsory occupation, or
- (e) is enrolled as an improver in an approved training program in the compulsory occupation.

1969, c.9, s.17; 1987, c.27, s.15; 1996, c.53, s.16

**Abrogé**

**13** Abrogé : 1984, c.26, art.5  
1969, c.9, art.13; 1984, c.26, art.5

**Abrogé**

**14** Abrogé : 1984, c.26, art.5  
1969, c.9, art.14; 1981, c.34, art.4; 1984, c.26, art.5

**Abrogé**

**15** Abrogé : 1984, c.26, art.5  
1969, c.9, art.15; 1984, c.26, art.5

**Droit de l'apprenti en cas de conflit ouvrier**

**16** Nul ne peut exiger d'un apprenti qu'il travaille dans un lieu de travail où les activités sont interrompues par suite d'un conflit ouvrier.

1969, c.9, art.16; 1990, c.61, art.8

**Profession désignée prescrite à titre de profession obligatoire**

**17(1)** Le Ministre peut, par règlement, prescrire une profession désignée à titre de profession obligatoire.

**Effet de la déclaration**

**17(2)** Lorsqu'une profession désignée est prescrite à titre de profession obligatoire en vertu du paragraphe (1), un employeur ne peut employer une personne dans l'exercice de cette profession obligatoire à moins qu'elle

- a) ne détienne un certificat d'aptitude valide pour la profession obligatoire,
- b) ne détienne une lettre d'authenticité valide pour la profession obligatoire,
- c) ne soit inscrite à titre d'apprenti dans la profession obligatoire,
- d) ne soit inscrite à titre d'étudiant-apprenti dans un programme d'études approuvé pour une profession obligatoire, ou
- e) ne soit inscrite à titre de stagiaire dans un programme de formation approuvé pour une profession obligatoire.

1969, c.9, art.17; 1987, c.27, art.15; 1996, c.53, art.16

**Failure to pass written examination**

**18(1)** Notwithstanding section 17, where a person is employed in a compulsory occupation and

- (a) has long work experience in that compulsory occupation,
- (b) has been refused a certificate of qualification in that compulsory occupation because of having written and failed the qualifying examination, and
- (c) has demonstrated to the examiners sufficient proficiency in that occupation to pass the practical portion of the examination,

the Minister may, on the joint application of the person and the employer, issue to the person a permit to continue to work in the compulsory occupation.

**18(2)** A permit issued under subsection (1) is valid only for such time during which the person with respect to whom it was issued continues to work in the place of employment of the employer joining in the application.

1969, c.9, s.18; 1987, c.27, s.16; 1996, c.53, s.17

**Repealed**

**19** Repealed: 1996, c.53, s.18

1969, c.9, s.19; 1987, c.27, s.17; 1988, c.55, s.6; 1996, c.53, s.18

**Offence and penalty**

**20(1)** A person who violates or fails to comply with any provision of the regulations commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category B offence.

**20(2)** A person who violates or fails to comply with section 16 commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category C offence.

**20(3)** A person who violates or fails to comply with subsection 17(2) commits an offence punishable under

**Échec à l'examen écrit**

**18(1)** Nonobstant l'article 17, le Ministre peut, à la demande conjointe d'une personne et de son employeur, délivrer à cette personne un permis pour continuer d'exercer une profession obligatoire lorsqu'elle est employée dans cette profession et qu'elle

- a) a une longue expérience de travail dans cette profession,
- b) s'est vue refuser un certificat d'aptitude dans cette profession après avoir subi l'examen d'aptitude et avoir échoué, et
- c) a fait preuve devant les examinateurs de suffisamment de compétence dans cette profession pour réussir la partie pratique de l'examen.

**18(2)** Un permis délivré en application du paragraphe (1) ne vaut que pour la période pendant laquelle la personne pour laquelle il a été délivré continue à travailler au lieu d'emploi de l'employeur qui a participé à la demande.

1969, c.9, art.18; 1987, c.27, art.16; 1996, c.53, art.17

**Abrogé**

**19** Abrogé : 1996, c.53, art.18

1969, c.9, art.19; 1987, c.27, art.17; 1988, c.55, art.6; 1996, c.53, art.18

**Infractions et peines**

**20(1)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition des règlements commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe B.

**20(2)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à l'article 16 commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe C.

**20(3)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer au paragraphe 17(2) commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure appli-*

Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

1969, c.9, s.20; 1987, c.27, s.18; 1990, c.61, s.8

### Regulations

**21(1)** The Minister may make regulations

- (a) respecting the qualifications necessary for apprenticeship and pre-apprenticeship under this Act;
- (b) respecting the terms and conditions under which apprenticeship agreements may be entered into, terminated, cancelled or transferred;
- (c) prescribing, for the purposes of the definition “apprenticeship agreement”, the minimum number of years an employee is to receive on-the-job training, work experience and related technical training in a designated occupation;
- (d) respecting the terms and conditions under which apprentices may be employed by an employer in a designated occupation;
- (e) respecting the terms and conditions under which diplomas of apprenticeship may be issued, renewed or replaced;
- (f) respecting the terms and conditions under which certificates of qualification may be issued, renewed or replaced;
- (g) respecting the terms and conditions under which letters of authenticity may be issued, renewed or replaced;
- (h) respecting the work experience of candidates for diplomas of apprenticeship and certificates of qualification;
- (i) respecting the examination of candidates for diplomas of apprenticeship and certificates of qualification;
- (j) requiring the payment of fees and prescribing the amount to be paid,
  - (i) for examination of a candidate for a diploma of apprenticeship or a certificate of qualification in a designated occupation,

*cable aux infractions provinciales* à titre d’infraction de la classe E.

1969, c.9, art.20; 1987, c.27, art.18; 1990, c.61, art.8

### Règlements

**21(1)** Le Ministre peut établir des règlements

- a) concernant les compétences nécessaires à l’apprentissage et au pré-apprentissage en vertu de la présente loi;
- b) concernant les modalités et les conditions selon lesquelles les ententes sur l’apprentissage peuvent être conclues, résiliées, annulées ou cédées;
- c) prescrivant, aux fins de la définition « entente sur l’apprentissage », le nombre minimal d’années qu’un employé doit consacrer aux stages en milieu de travail, à l’acquisition d’une expérience pratique et d’une formation technique pertinente dans une profession désignée;
- d) concernant les modalités et les conditions selon lesquelles les employeurs peuvent engager des apprentis dans une profession désignée;
- e) concernant les modalités et les conditions selon lesquelles les diplômes d’apprentissage peuvent être décernés, renouvelés ou remplacés;
- f) concernant les modalités et les conditions selon lesquelles les certificats d’aptitude peuvent être délivrés, renouvelés ou remplacés;
- g) concernant les modalités et les conditions selon lesquelles les lettres d’authenticité peuvent être délivrées, renouvelées ou remplacées;
- h) concernant l’expérience de travail requise des candidats au diplôme d’apprentissage et au certificat d’aptitude;
- i) concernant l’examen des candidats au diplôme d’apprentissage et au certificat d’aptitude;
- j) exigeant le paiement de droits et en prescrivant le montant,
  - (i) pour l’examen d’un candidat au diplôme d’apprentissage ou au certificat d’aptitude dans une profession désignée,

(ii) for the issue, renewal or replacement of a diploma of apprenticeship, a certificate of qualification or a letter of authenticity in a designated occupation,

(iii) for the issue of a permit to continue to work in a compulsory occupation, and

(iv) for any other service provided for under this Act;

(k) respecting the hours of work and rates of wages for apprentices and improvers;

(l) respecting forms and providing for their use;

(m) generally for the better administration of this Act.

**21(2)** A regulation under subsection (1), or any provision of a regulation under subsection (1), may apply to a particular designated occupation, to a group of designated occupations or to all designated occupations.

1969, c.9, s.21; 1981, c.34, s.5; 1984, c.26, s.6; 1987, c.27, s.19; 1988, c.55, s.7; 1996, c.53, s.19

***Apprenticeship Act, Tradesmen's Qualifications Act and Industrial Training and Certification Act***

**22(1)** Certificates issued under the *Apprenticeship Act*, chapter 8 of the Revised Statutes, 1952, the *Tradesmen's Qualifications Act*, chapter 13 of 13 Elizabeth II, 1964, and the *Industrial Training and Certification Act*, chapter I-7 of the Revised Statutes, 1973, and subsisting at the time of commencement of this subsection shall be deemed to be certificates issued under this Act.

**22(2)** Repealed: 1984, c.26, s.7

1969, c.9, s.22; 1984, c.26, s.7; 1987, c.27, s.20

***Registration of apprentice under Industrial Training and Certification Act***

**23** The registration of an apprentice under the *Industrial Training and Certification Act*, chapter I-7 of the Revised Statutes, 1973, that is in effect immediately before the commencement of this Act shall be deemed to be a registration of an apprentice under this Act.

1987, c.27, s.21

(ii) pour la remise ou la délivrance, le renouvellement ou le remplacement d'un diplôme d'apprentissage, d'un certificat d'aptitude ou d'une lettre d'authenticité dans une profession désignée,

(iii) pour la délivrance d'un permis autorisant le titulaire à poursuivre son travail dans une profession obligatoire, et

(iv) pour tout autre service fourni en vertu de la présente loi;

k) concernant le nombre d'heures de travail et le taux de rémunération des apprentis et des stagiaires;

l) concernant les formules et leur usage;

m) visant, en général, une meilleure application de la présente loi.

**21(2)** Un règlement établi en vertu du paragraphe (1), ou toute disposition d'un règlement en vertu du paragraphe (1), peut s'appliquer à une certaine profession désignée, à un groupe de professions désignées ou à toutes les professions désignées.

1969, c.9, art.21; 1981, c.34, art.5; 1984, c.26, art.6; 1987, c.27, art.19; 1988, c.55, art.7; 1996, c.53, art.19

***Apprenticeship Act, Tradesmen's Qualification Act et la Loi sur la formation et la certification industrielles***

**22(1)** Les certificats délivrés en vertu de la loi intitulée *Apprenticeship Act*, chapitre 8 des Statuts révisés de 1952, et en vertu de la loi intitulée *Tradesmen's Qualifications Act*, chapitre 13 de 13 Elizabeth II de 1964 et de la *Loi sur la formation et la certification industrielles*, chapitre I-7 des Lois révisées de 1973, qui subsistent encore au moment de l'entrée en vigueur du présent paragraphe sont réputés être des certificats délivrés en vertu de la présente loi.

**22(2)** Abrogé : 1984, c.26, art.7

1969, c.9, art.22; 1984, c.26, art.7; 1987, c.27, art.20

***Inscription d'un apprenti en vertu de la Loi sur la formation et la certification industrielles***

**23** L'inscription d'un apprenti en vertu de la *Loi sur la formation et la certification industrielles*, chapitre I-7 des Lois révisées de 1973, qui est en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi est

réputée être une inscription d'un apprenti en vertu de la présente loi.

1987, c.27, art.21

**N.B.** This Act is consolidated to July 31, 2012.

**N.B.** La présente loi est refondue au 31 juillet 2012.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK

All rights reserved/Tous droits réservés